

AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 14

Juin 2004

LE LIBAN EST EXCLU DU PROCESSUS DE KIMBERLEY

Le président oppose son veto à un projet de loi sur les diamants

Le 1^{er} avril, le président du Processus de Kimberley publiait une nouvelle liste des pays participants. Singapour a été ajoutée à la liste, mais le Liban a été exclu, faute de pas avoir adopté une loi conforme aux normes agréées par le Processus de Kimberley. Cela signifie que les pays membres du Processus de Kimberley ne pourront dorénavant participer à aucun échange commercial de diamants bruts avec le Liban.

Ces mesures ont été prises dans la foulée d'un différend politique de plus en plus prononcé au Liban, où le président **Emile Lahoud** a opposé son veto à un projet de loi qui aurait confirmé la participation du Liban au Processus de Kimberley. Il semble que le président Lahoud ait opposé son veto au projet de loi parce que plusieurs des éléments qu'il comportait n'étaient pas clairs. Ce rejet fait cependant suite à un accord, dont avaient traité les médias russes en 2003, entre le géant minier russe **Alrosa** et une société de Beyrouth jusqu'ici inconnue, nommée **Horizon Development**. On rapporte que Horizon, propriété de **Bahaeddine Hariri**, le fils du premier ministre du Liban **Rafik Hariri**, aurait conclu un marché visant à acheter pour 500 millions de dollars de diamants russes. La presse libanaise rapporte que le veto opposé par Lahoud au projet de loi de 2004 pourrait avoir eu pour but de contrecarrer le florissant commerce de diamants de Hariri. Selon *Forbes*, Rafik Al-Hariri serait le 108^e plus riche homme de la planète, avec une fortune évaluée à 4,3 milliards de dollars.

On estime qu'il y a actuellement 50 usines de taille et de polissage de diamants au Liban, mais une grande part de l'industrie fonctionne au sein d'une économie clandestine. Au mois de mars, un négociant a révélé au *Daily Star* libanais qu'au Liban, des narcotrafiquants utilisent des diamants pour blanchir de l'argent et qu'on estime que 80 % des diamants qui entrent au pays le font illégalement.

EXPULSIONS DUES AUX DIAMANTS EN ANGOLA

« Menace d'une crise humanitaire »

En décembre 2003, le **gouvernement de l'Angola** a commencé à rassembler et à expulser des mineurs de diamants illicites des provinces de Lunda, de Malanje et de Kwanza Sud, au nord-est du pays. Le gouvernement prétend qu'il y a eu un énorme afflux d'étrangers depuis 2002, venant surtout de la République démocratique du Congo, mais également d'aussi loin que le Mali, le Sénégal, le Libéria et la Sierra Leone. Jusqu'à 90 000 des 290 000 mineurs ne seraient pas des Angolais.

Durant la plus récente vague d'expulsions, on estime que 40 000 personnes ont été chassées de l'autre côté de la frontière, en RDC, au cours des trois premières semaines d'avril seulement. Les huttes des mineurs ont été détruites, leur équipement a été saisi, et des familles entières ont dû subir des fouilles corporelles poussées qui, selon un porte-parole des Nations Unies, auraient causé la mort de plusieurs personnes. D'autres personnes sont mortes noyées en essayant de traverser la dangereuse rivière Tungila, qui sert de frontière entre les deux pays. À la fin du mois, on rapportait que certains des Congolais expulsés avaient transposé leur colère sur des réfugiés angolais en RDC, pillant et brûlant leurs abris.

Le **Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies** a émis un avertissement de crise humanitaire imminente. **Jan Egeland**, le coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies, a dit que « Bien qu'un État ait un droit légitime de contrôler qui vit ou travaille à l'intérieur de ses frontières, les expulsions de travailleurs migrants doivent être faites sans menaces à la sécurité physique ou à la dignité des personnes. »

NÉCESSITÉ D'UNE PLUS GRANDE TRANSPARENCE

Le département du Trésor des É.-U. s'adresse à l'industrie

Dans une allocution à la troisième réunion annuelle du **Conseil mondial du diamant**, tenue à Dubaï en mars, **William Fox**, directeur Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor des États-Unis, a dit aux dirigeants de l'industrie que le Processus de Kimberley est « une étape très importante pour commencer à ajouter de la transparence au commerce des diamants de guerre bruts ». M. Fox, qui était accompagné d'une équipe de fonctionnaires du département du Trésor, a cependant ajouté qu'il croyait que « les efforts pour accroître la transparence dans d'autres volets du commerce des diamants devraient se poursuivre », affirmant aussi que c'était dans l'intérêt même de l'industrie. Il a dit que la US Patriot Act exigera des négociants en diamants et autres produits à risque qu'ils adoptent un programme pouvant servir à détecter et à prévoir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

M. Fox a félicité l'industrie des diamants pour « avoir adopté une approche proactive, travaillant avec la communauté des ONG » afin d'agir dans le dossier des diamants de guerre, mais il a cité le **président de De Beers, Nicky Oppenheimer**, qui avait pris la parole plus tôt, rappelant que parmi les défis auxquels fait face l'industrie du diamant, « il y a la vulnérabilité de l'industrie du diamant et des bijoux – comme d'autres produits – que des criminels et des auteurs d'actes terroristes pourraient tromper et abuser... Dans un monde où notre sécurité personnelle ainsi que celle de nos familles et de nos collectivités sont sous une menace réelle et constante, nous devons reconnaître la réalité et réagir. »

AUTRES FACETTES

Autres facettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication du Projet sur les diamants et la sécurité humaine. Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction. Nous reconnaissons l'appui du Program on Global Security and Sustainability de la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, de l'Agence canadienne de développement international, du Department for International Development, de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, du Centre de recherches pour le développement international, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, du Development Cooperation Ireland, du Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile sans frontières, de World Vision Canada et d'autres. Pour communiquer avec *Autres facettes*, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, Ontario, K1N 7Z2 Canada; courriel : info@pacweb.org
www.pacweb.org
ISSN : 1496-7502

CONGO : EXAMEN ANNUEL DE L'INDUSTRIE DU DIAMANT La RDC en 2004

En avril, **Partenariat Afrique Canada** et **CENADEP**, ONG située à Kinshasa, ont publié conjointement la première *Revue annuelle de l'industrie des diamants* sur la République démocratique du Congo. Le rapport, disponible en français et en anglais, couvre les récents événements survenus dans l'industrie du diamant de ce pays. Il décrit l'importance et la géographie de l'industrie, les principaux joueurs, y compris les secteurs industriel et artisanal, et relate en détail un revirement remarquable au sein d'une industrie minée par la mauvaise gestion et la corruption depuis plus de 30 ans.

Le rapport décrit également les défis à venir : les questions relatives au travail et à l'environnement, la contrebande continue des diamants entrant et sortant du pays, et un fragile accord de paix préservé en partie grâce à une importante force de maintien de la paix des Nations Unies. Le rapport décrit aussi les défis auxquels fait face le gouvernement pour faire en sorte que la RDC respecte les normes du Processus de Kimberley, un tour de force dans un pays où il y a environ 700 000 mineurs de diamants artisanaux, dont la plupart ne sont toujours pas enregistrés ou réglementés.

On peut obtenir des exemplaires papier du rapport auprès de **Partenariat Afrique Canada** à Ottawa ou de **CENADEP** à Kinshasa (1150, Avenue Tabora, Tél. : +243 98311827). Le rapport est aussi disponible en ligne à www.pacweb.org.

ENTREVUE AVEC CHARLES TAYLOR Il veut seulement aider les orphelins

Au cours d'une entrevue d'une heure à la télévision nigériane, diffusée en avril, l'ancien président du Libéria en exil, **Charles Taylor**, a reconnu que « Des choses terribles se sont produites en Sierra Leone, mais je n'étais pas responsable. » Assis sur une chaise semblable à un trône, Taylor a dit qu'il est à écrire un livre et qu'il voudrait retourner au Libéria afin d'y établir une fondation pour les orphelins, les blessés de guerre et les enfants doués.

Le jour où l'entrevue avec Taylor a été diffusée, les Nations Unies ont dit ne pas pouvoir commencer à rapatrier les 300 000 réfugiés libériens dispersés en Afrique occidentale (plus de 10 % de l'ensemble de la population) avant octobre, lorsque prendra fin la saison des pluies. Les routes sont impraticables et l'insécurité règne dans une bonne partie du pays, après une décennie et demie de guerre civile.

Il est peu probable que Taylor travaille bientôt pour les orphelins et les enfants doués. Sa mise en accusation à titre de criminel de guerre tient toujours. Cependant, malgré un mandat d'arrêt de l'**Interpol** à l'échelle mondiale, le Nigeria continue d'offrir un refuge sûr à l'ancien seigneur de la guerre. Le dirigeant provisoire du Libéria, **Guyde Bryant**, disait en avril vouloir que Taylor demeure au Nigeria jusqu'à ce que son administration cède le pouvoir à un gouvernement élu, en 2005. « Ce gouvernement provisoire n'exigera pas que Taylor soit expulsé du Nigeria. Sa présence là-bas fait partie du processus de paix », a précisé Bryant.

En mai, les présidents de la Guinée et de la Côte d'Ivoire ont exprimé une opinion différente, chacun d'eux demandant l'extradition de Taylor du Nigeria afin qu'il subisse son procès devant la Cour spéciale de la Sierra Leone soutenue par les Nations Unies.

SIERRA LEONE – LA FORCE EST AVEC VOUS La MINUSIL demeurera jusqu'en juin 2005

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé que la mission de maintien de la paix de l'ONU en Sierra Leone, la MINUSIL, serait prolongée au-delà de 2004, jusqu'en juin 2005. À son plus fort, la MINUSIL comptait 17 000 soldats dans le pays, bien que l'effectif ait été réduit ces derniers mois à 11 000. Invoquant des questions relatives à la sécurité « fragile » dans le pays, le Conseil de sécurité a voté en faveur d'une force de maintien de la paix réduite à 3 250 soldats et 141 observateurs militaires après le 1^{er} janvier 2005.

UN RAPPORT DE GLOBAL WITNESS RABROUE LES DÉTAILLANTS DES ÉTATS-UNIS

Une étude diffusée en mars par l'ONG britannique **Global Witness** accusait « une grande part » de l'industrie du diamant de ne pas prendre la question des diamants de guerre au sérieux. Selon *Broken Vows: Exposing the "Loupe" Holes in the Diamond Industry's Efforts to Prevent the Trade in Conflict Diamonds*, Global Witness a demandé à 30 détaillants de diamants aux États-Unis, incluant certains des plus gros points de vente au monde, ce qu'il en était de leurs politiques concernant les diamants de guerre et la chaîne de garanties recommandée par le **Conseil Mondial des Diamants (CMD)**. Seuls cinq détaillants ont répondu, et un seul, **Tiffany & Co.**, a effectivement expliqué ses politiques en détail. Se présentant comme des acheteurs, les enquêteurs de Global Witness ont aussi visité 33 bijouteries et ont trouvé que dans toutes, sauf quatre, le personnel ne savait presque rien de la politique de leur compagnie et du système de garanties. Le rapport explique que la crédibilité et l'efficacité du Processus de Kimberley dépendent du fait que l'industrie du diamant « soit tenue responsable des engagements pris pour faire cesser le commerce des diamants de guerre ».

Les représentants de l'industrie ont critiqué le rapport, disant qu'il portait sur les diamants polis qui, bien qu'englobés dans les lignes directrices du CMD, ne sont pas visés par le mandat du Processus de Kimberley. Prenant la parole à la réunion annuelle du CMD à Dubaï, le directeur général de la CMD, **Matthew Runci**, a toutefois dit que l'organisme tenterait de mettre en œuvre un système de rapports annuels pour tous les membres de la CMD, « prenant pour modèle le système actuellement en place pour les gouvernements ». Le rapport est disponible à www.globalwitness.org.

Des nouvelles de Kimberley

Le 1^{er} mai, 10 nouveaux États membres se sont joints à l'**Union européenne**. Quatre, la **République tchèque**, la **Hongrie**, la **Pologne** et la **Slovénie**, étaient des participants du PK à leur propre compte. Le commerce des diamants bruts entre ces pays est maintenant soumis au système d'importation et d'exportation de l'Union européenne, dont les autorités en cette matière ne sont actuellement présentes qu'en **Belgique** et au **Royaume-Uni**. Si l'on tient compte de l'ajout précédent de **Singapour** à la liste des participants ainsi que du retrait du **Liban**, les membres du SCPK sont maintenant au nombre de 44, incluant la CE et **Taiwan**.

Une série de visites d'évaluation par les pairs, adoptée à la réunion d'octobre 2003 du Processus de Kimberley, a débuté par les **Émirats arabes unis**, le premier pays à se porter volontaire. Une visite de contrôle a été effectuée à Dubaï en mars 2004. Une deuxième visite de contrôle a été faite en **Israël**, en mai, et plusieurs autres sont prévues dans les mois qui viennent. Une mission de contrôle visant à étudier les questions de conformité au SCPK s'est rendue en **République du Congo (Brazzaville)** en juin.

LES BUSHMEN ET LES DIAMANTS

Pigez-vous?

Le rapport entre une mannequin vedette britannique et quelques douzaines de **San** vivant dans une région éloignée de la Central Kalahari Game Reserve, au Botswana, peut sembler éloigné. Mais lorsque l'élégante **Iman**, native de la Somalie, a cessé d'agir à titre de *pin-up* pour De Beers, à la fin d'avril, c'était peut-être suite au déplacement forcé de pasteurs vivant dans des régions éloignées et à une campagne inlassable de deux ans de la part des ONG auprès du mannequin.

Entre 1997 et le début de 2003, environ 1 200 San ont été déplacés de leur lieu de résidence, et 80 ou 90 autres en ont été chassés par la suite. Les réinstallations par le gouvernement étaient soi-disant destinées à débarrasser le parc de tout chasseur et à offrir aux Sans de meilleures conditions de vie. **Survival International**, une ONG britannique, s'est objectée, affirmant que les évictions étaient plutôt destinées à débarrasser le terrain pour faciliter l'exploration des diamants par **BHP Billiton**, De Beers et d'autres, ce que les sociétés minières ont nié.

Au cours des deux dernières années, Survival a réussi à internationaliser la question, et une récente publication d'un professeur de l'**Université du Botswana** a relié cette histoire à une critique de la bonne réputation du Botswana en matière de démocratie et de bonne gouvernance. Cette réputation n'est pas méritée, a écrit le professeur **Kenneth Good** dans une monographie publiée récemment par le **Nordic Africa Institute** de la Suède. Dans *Bushmen and Diamonds: (Un)Civil Society in Botswana*, M. Good conteste le postulat voulant que le système politique et socio-économique du pays soit exemplaire, fondant ses arguments sur le traitement fait aux Sans « en tant que minorité marginalisée à laquelle on refuse des droits de citoyens et qui sont perdants face aux intérêts matériels associés à l'exploration et à l'exploitation des diamants. »

Entre-temps, au cours d'une entrevue avec le *Radio Times* britannique, en avril, Iman s'exprimait ainsi au sujet des réinstallations : « C'était clair que les Bushmen allaient être détruits – vous tirez des personnes de leur élément et vous vous retrouvez avec le sida, la drogue et l'alcool en guise de progrès. » En mai, le directeur de Survival, **Stephen Corry**, a dit que l'organisation était « ravie de ce nouveau développement ».

LIVRES

Douglas Farah, *Blood From Stones: The Secret Financial Network of Terror*, Broadway Books, New York, 2004, 24,95 \$ US, 35,95 \$ CAN

En novembre 2001, Douglas Farah a écrit un article dans le *Washington Post* sur les membres d'**Al-Qaida** qui achèteraient des diamants de guerre en Afrique de l'Ouest. On sait que deux suspects importants dans l'attaque à la bombe de 1998 des ambassades des États-Unis à Nairobi et à Dar es Salaam ont voyagé au Libéria, et avec l'aide du président d'alors, **Charles Taylor**, ont réussi à se rendre en Sierra Leone, où ils ont acheté des diamants en guise d'investissement ou, plus vraisemblablement, comme moyen de blanchir et de cacher des liquidités. Lorsque l'article a été publié, des démentis ont fusé de partout au monde : de la part de l'industrie du diamant dans son ensemble, de la part de Charles Taylor, de la part des dirigeants rebelles au Sierra Leone et notamment, par la suite, de la part de la **CIA** et du **FBI**.

Farah raconte maintenant toute l'histoire, non seulement la façon dont Al-Qaida et d'autres organisations clandestines blanchissent de l'argent à l'aide de diamants, d'autres pierres précieuses et d'or, mais aussi pourquoi tellement de doreurs d'images des organismes de renseignement étaient si pressés de nier l'histoire. Dans un chapitre intitulé « The CIA Drops the Ball », Farah parle de ses entrevues avec l'agence et de sa négation presque pathologique du fait qu'il pourrait y avoir eu quelque chose de vrai dans cet article. « La CIA avait ignoré deux fois des renseignements convaincants

qui auraient fait la lumière sur le commerce des diamants entre le président Taylor du Libéria et des personnes proches d'Al-Qaida. Rien de ce qu'aurait pu savoir ses agents n'aurait pu empêcher le 11 septembre, mais on était terrifié à l'idée que soient exposées au grand jour d'autres défaillances des renseignements », écrit Farah. Ce qu'il vous faut comprendre, lui a dit l'un de ses informateurs, c'est que « leur première, et parfois seule réaction face à de nouvelles révélations, des révélations qui semblent démontrer qu'ils ne savaient pas ce qui se passait, est de protéger leurs arrières collectifs. » Et, Farah le démontre, il y avait assurément quelque chose à savoir.

Étant donné les débats actuels sur qui savait quoi en rapport avec Al-Qaida et quand, cela constitue une lecture intéressante sur les services renseignements et sur leurs défaillances. Selon **Vance Serchuk**, un chercheur de l'**American Enterprise Institute** de Washington, un groupe de réflexion de pensée de droite, le fait d'avoir négligé une possible implication terroriste dans le commerce des diamants n'est qu'une lacune parmi beaucoup d'autres dans la façon qu'ont les États-Unis de comprendre l'Afrique. « Voyons les choses en face, a-t-il dit lors d'une entrevue récente, si [Farah] voit juste, c'est un autre énorme fiasco pour les services de renseignements. » Pour ceux qui ont réfuté l'article pour protéger l'industrie du diamant, il s'agit aussi d'un triste récit de cœurs trop vite réjouis (ou de têtes dans le sable). Et pour ceux qui sont réellement préoccupés par la façon dont les terroristes font circuler l'argent, c'est un récit important et édifiant.

-- I.S.

Daniel Bergner, *In the Land of Magic Soldiers: A Story of White and Black in West Africa*, Farrar, Straus and Giroux, New York, 2003, 22,00 \$ US.

Les guerres apparentées qui ont ravagé le Liberia, la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire ont fait les choux gras du journalisme à sensation occidental, et non sans raison. Depuis l'insurrection de **Charles Taylor** au Liberia en 1989, la guerre dans la région a souvent pris les allures d'un délire sauvage. Des commandos soi-disant « rebelles » portaient des noms comme, « Leather Boot » ou « Kill Man No Blood », et ont commis des atrocités innombrables. Leur goût vestimentaire – des guenilles et des foulards criards – ajoutait à l'image grotesquement surréaliste. Certains journalistes se sont pris d'une fascination vulgaire pour ces manifestations externes, et cette fascination occultait souvent toute analyse sérieuse.

In the Land of Magic Soldiers, de David Bergner, en est l'un des pires exemples. C'est un livre étrange, sans queue ni tête et en somme ridicule qui commence par des méditations sur les « arbres magiques », les aventures d'une famille missionnaire blanche dans le Nord de la Sierra Leone (un récit déprimant et inutile) et l'histoire de garçons tueurs et d'amputés. Elle se termine en célébrant la vie d'un mercenaire blanc sud-africain qui fait du travail humanitaire dans ses temps libres. Bergner fait place à ses propres sombres pensées et déclare finalement, que tout ce gâchis l'a rendu fier d'être blanc!

Dans une critique de ce livre publiée dans le *New York Times*, **Adam**

Hochschild, auteur de *King Leopold's Ghost* – une brillante étude de l'exploitation et du génocide européens au Congo – souligne que Bergner évite d'approfondir les causes de la guerre et ses motifs. « Ce qui est utile dans ce livre, écrit Hochschild, c'est moins ce que l'auteur dit au sujet de la Sierra Leone que ce qu'il dit au sujet de la condition humaine ». Ce qui est évidemment une façon trop généreuse de dire que le livre est entièrement inutile comme étude de la guerre qui a presque détruit la Sierra Leone.

-- L.G.

Teun Voeten, *How De Body: One Man's Terrifying Journey through an African War*, St. Martin's Press, New York, 2002, 46,95 \$ US.

How De Body, de Teun Voeten, publié à l'origine en hollandais (l'auteur est un photo-journaliste hollandais) est un livre de bien meilleure qualité et de lecture beaucoup

plus agréable, une tentative admirable de comprendre les causes réelles de la brutale décennie de guerre démentielle en Sierra Leone. Le livre est un compte rendu de la vie en Sierra Leone durant le règne sanglant du Armed Forces Ruling Council de **Johnny Paul Koroma**, en 1997-1998. Voeten a passé la plupart de ce temps au cœur de la Sierra Leone et livre un compte rendu crédible et précieux de ce qu'ont fait les gens ordinaires pour faire face aux conséquences du coup d'État, des assauts livrés par le Nigeria contre la junte, des vies troublées des anciens combattants enfants, des bonnes œuvres de certaines prêtres italiens et du rôle courageux, quoique parfois téméraire, du journaliste Eddie Smith, à l'emploi de la BBC et qui (à l'instar de plus d'une douzaine d'autres) a été tué avant la fin de la guerre.

Dans une section intitulée « Attempts at Analysis », nous accompagnons Voeten lors d'une visite chez l'anthropologue britannique **Paul Richards**,

dont le livre *Fighting for the Rainforest: Youth, Resources and War in Sierra Leone*, publié en 1996, qualifiait la guerre de « crise de modernité » et de réaction intellectuelle sectaire à la corruption perçue d'une élite métropolitaine ». Voeten trouve à juste titre la thèse de Richards « irritante ». Malgré la brutalité démentielle des rebelles, l'anthropologue n'y voit qu'une « nouvelle classe marginale prenant les armes par pur désespoir ». Voeten rejette cette interprétation, citant plutôt l'étude publiée en 2000 par **Partenariat Afrique Canada** et intitulée *Le cœur du problème : la Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*. Il interviewe des fonctionnaires, des journalistes, des anciens combattants enfants, des responsables des organismes d'aide et des gens ordinaires dont les vies ont été gravement atteintes par les déprédations. Ces entretiens ajoutent de la valeur et de la complexité à ce qui s'annonçait comme un simple récit de voyage journalistique. --L.G.

EN BREF

Bésil : En avril, jusqu'à 56 maraudeurs de diamants ont été tués dans la réserve indienne éloignée de Roosevelt, dans l'État de Rondonia, à 3 400 kilomètres au nord-ouest de Rio de Janeiro. L'une des plus importantes exploitations de diamants en Amérique du Sud se trouve dans cette réserve de 6,7 millions d'acres, peuplée par les **Indiens Cinta Larga**, dont la population totale s'élève à 1 300. Jusqu'à récemment, la plupart d'entre eux ont survécu grâce à la chasse et à la pêche, mais des prospecteurs illégaux ont commencé à envahir la réserve en 1999 et, il y a deux ans, la police a évincé de force 3 000 prospecteurs illégaux. L'alcoolisme, la violence, le chômage et les maladies transmises sexuellement sont devenus de graves problèmes. Depuis lors, les Indiens ont assuré un meilleur contrôle dans la région mais, en mars, la police a arrêté 14 membres d'un présumé réseau de contrebande de diamants, ayant des acheteurs en Belgique et en Afrique du Sud. Des témoins ont dit que les meurtres avaient été provoqués par une « mafia des diamants », qui voulait que tous les prospecteurs quittent le secteur.

Anvers : En avril, un dirigeant de la Ligue arabe européenne (LAE) a dit que des attaques contre l'industrie du diamant d'Anvers, forte de ses 20 000 membres de la communauté juive, étaient « presque inévitables » si la communauté juive ne dénonçait pas les politiques d'Israël et ne prenait pas ses distances avec l'État. Selon le *Rapaport News*,

le **Diamond High Council (HRD)** a porté plainte contre la LAE auprès du bureau du procureur général de la Belgique. **Peter Meeus**, administrateur délégué du HRD, a accusé la LAE d'« importer » en Belgique le conflit entre Israël et la Palestine. Les mesures de sécurité dans le secteur des diamants d'Anvers ont été accrues à la suite d'événements récents et d'une augmentation de la violence antisémite.

New York : Le 14 avril, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution réaffirmant son solide appui à l'égard du Système de certification du Processus de Kimberley. Les représentants de plusieurs pays ont parlé en faveur de la résolution, y compris le Venezuela, le Botswana, l'Angola, l'Égypte et les États-Unis. Des représentants du Canada et de l'Afrique du Sud ont parlé du besoin d'exercer une bonne surveillance ainsi que de présenter de bonnes données statistiques en temps opportun.

Newark, New Jersey : **Yehuda Abraham**, un négociant de diamants de 76 ans de New York, a plaidé coupable à des accusations relatives à l'achat de missiles tirables à l'épaule assez puissants pour abattre des avions commerciaux. Abraham avait été impliqué dans un transfert d'argent illégal et a dit ne pas savoir à quelles fins était utilisé l'argent. Son contact, **Hemant Lakhani**, un « entrepreneur » de 68 ans du vieux Londres, est présumé avoir

organisé l'achat d'armes pour un groupe somalien préparant un « djihad ». Abraham est passible d'une peine de cinq années d'emprisonnement et d'une amende de 250 000 \$; il connaîtra sa sentence en juillet. Lakhani est passible de 25 années d'emprisonnement.

VEILLE MÉDIAS

Plusieurs importants médias, y compris la **BBC** et **CNN**, ont fait des reportages marquants au sujet du rapport de **Global Witness** sur les détaillants des États-Unis et leur conformité au Processus de Kimberley (voir la page 2). Le sujet a fait l'objet d'une première page ainsi que d'un éditorial dans le *Financial Times*... Selon le *Vanguard* de Lagos, on a terminé le tournage d'un film nigérian de 200 000 \$ intitulé *Blood Diamonds*, qui raconte comment le chef du FRU **Foday Sankoh** et l'ancien président du Libéria **Charles Taylor** « sont censés avoir soutiré environ 3 milliards de dollars de la Sierra Leone, en diamants volés ». **Sam Kargbo**, chef de production du film, a dit : « À part le fait que le film est divertissant, je sais aussi très bien que beaucoup de personnes voudront l'avoir sur leurs tablettes ou dans leur bibliothèque à titre documentaire. C'est un indispensable et une nécessité dans chaque maison. »